



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

N° DLP2021-14 - Séance du 22/03/2021

ACTES

4. Fonction publique

4.1 Personnels titulaires et stagiaires de la F.P.T

4.1.6. Délibérations relatives aux personnels titulaires ou stagiaires

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	8	10

Vote	
Pour	8
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le 22 mars à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 19/03/2021. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 19/03/2021.

Présents :

Marie-Thérèse AMALVY, André TURQUAY, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Bernard VIDAL, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Brigitte DEMURTAS.

Absents représentés :

Marie-France TEXIER représentée par Brigitte DEMURTAS

Christiane GAUBERT représentée par Madeleine SABASTIA

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Marie-France TEXIER, Hubert FABRITIUS

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2021-14 – CCAS & EHPAD: LISTE DES EMPLOIS ELIGIBLES AUX HEURES SUPPLEMENTAIRES

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales.

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002

Vu l'information du comité technique paritaire en date 1^{er} mars 2021

Vu l'avis favorable du comité technique du 1^{er} mars 2021

Considérant la nécessité de fixer la liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires,

Considérant que la compensation des heures supplémentaires peut être réalisée en tout ou partie, sous la forme de repos compensateur. A défaut d'une compensation sous forme d'un repos compensateur, l'heure supplémentaire est indemnisée

Monsieur Michel BAUDOUR rappelle que le thème national 2021 de contrôle hiérarchisé de la paye, effectué par la trésorerie, portera sur la liquidation des heures supplémentaires. Dès lors une délibération, fixant la liste des emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, doit être prise.

Considérant que le montant de l'indemnité horaire est calculé en fonction de l'indice détenu par l'agent, dans les conditions suivantes :

- taux applicable pour les 14 premières heures supplémentaires effectuées dans le mois : montant annuel du traitement brut et de l'indemnité de résidence divisé par 1820, puis multiplié par 1,25.
- taux applicable pour les heures supplémentaires au-delà de 14 effectuées dans le mois : montant annuel du traitement brut et de l'indemnité de résidence divisé par 1820, puis multiplié par 1,27.

Il convient de rappeler que cette liste des emplois s'apprécie à la lecture de l'article 2 du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 qui indique que :

« Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées, dès lors qu'ils exercent des fonctions ou appartiennent à des corps, grades ou emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, aux fonctionnaires de catégorie C et aux fonctionnaires de catégorie B. »

En l'espèce, le CCAS et l'EHPAD font appels aux heures supplémentaires :

- lors d'évènements particuliers (intempéries, manifestations diverses)

- pour faire face à un absentéisme du personnel grevant la continuité du service public
- lors des élections
- en cas de crise sanitaire majeure nécessitant un surcroît de personnel

Au regard des éléments précités, la liste des emplois éligibles au sein de l'EHPAD et du CCAS est la suivante :

- CCAS
 - Filière administrative : adjoints administratifs (référénte sociale, référénte du dispositif YAPADAJ et agent d'accueil)
- EHPAD
 - Filière administrative : adjoints administratifs exerçant des missions inhérentes à la gestion de l'établissement (paie, comptabilité, secrétariat etc)
 - Filière animation : adjoints d'animations
 - Filière sociale : agents sociaux / infirmiers de catégorie B
 - Filière médico-sociale : auxiliaires de soin
 - Filière technique : adjoints techniques

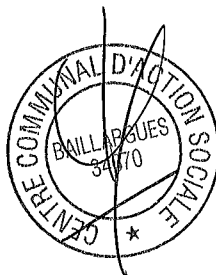
Où l'exposé du rapporteur, le conseil d'administration et après en avoir délibéré à l'unanimité **APPROUVE** la liste d'emplois éligibles aux heures supplémentaires comme indiqué ci-dessus.

Pour extrait conforme,

Le 22/03/2021

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALVY



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Envoyé en préfecture le 02/04/2021

Reçu en préfecture le 02/04/2021

Affiché le



ID : 034-213400229-20210322-DLP2021_14-DE